

# De la révolution dans les processus révolutionnaires espagnol et castriste

Jean-Lambert PANDJOU  
CERILA-Université Omar Bongo (Libreville)  
pandzoujlambert@yahoo.fr

## Résumé

A des époques bien distinctes, l'Espagne et Cuba ont été l'objet de révolutions d'une portée historique. Au début de ces révolutions, les deux pays sont en proie aux visées hégémoniques respectives de la France de Napoléon et de l'Amérique d'Eisenhower. En Espagne la révolution est menée, entre 1810 et 1823, par des libéraux qui profitent du vide laissé par Ferdinand VII contraint à l'exil en France. Aussi tentent-ils de mettre fin à l'Ancien Régime via la Constitution de 1812 promulguée au sortir des Assemblées souveraines de Cadix (1810-1812) etc., dans le contexte particulier de la guerre d'Indépendance (1808-1814). A Cuba, Castro se saisit du vide politique des années 1950 et se pose en libérateur du pays de la dictature de Batista, soutenu par les Etats-Unis. La victoire du *barbudo* sur son compatriote en 1959, fait souffler un vent d'espoir sur l'Île. Pourtant, en Espagne comme à Cuba, nombreux sont ceux qui militent pour une contre-révolution. Alors que les absolutistes amènent Ferdinand VII à rétablir l'Ancien Régime en 1814, les anticastristes de toutes obédiences tiennent tête au *LíderMáximo* qui n'est pas exempt de tout reproche à la tête de Cuba (1959-2006). Ces militants ne visent qu'un seul objectif : discréditer les libérateurs de la Patrie afin de maintenir intacts leurs privilèges, au détriment du peuple. Cet article met en lumière la lutte acharnée entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires. L'exercice consistera à comparer plusieurs aspects comme l'opposition entre réformateurs et conservateurs dans la gestion de l'Etat, la place du peuple dans le projet politique et le bilan de l'exercice du pouvoir.

**Mots-clés :** Contre-révolution, Cuba, Espagne, Fidel Castro, Révolution.

## Resumen

En distintas épocas España y Cuba han sido objeto de revoluciones históricas. Al principio de dichas revoluciones, ambos países eran víctimas de objetivos ambiciosos respectivos de la Francia de Napoleón y la América de Eisenhower. En España la llevan, entre 1810 y 1823, los liberales al tiempo que Fernando VII vivía en el exilio en Francia. Asimismo, intentan poner fin al Antiguo Régimen mediante la Constitución de 1812 promulgada al final de las Cortes de Cádiz (1810-1812), en plena guerra de la Independencia (1808-1814). En Cuba Castro se hace con la situación política de los años 1950, con vistas a liberar el país de la dictadura de Batista, que apoyan los Estados Unidos. La victoria del *barbudo* en 1959 es esperanzadora para la Isla. Sin embargo, tanto en España como en Cuba son numerosos aquellos que están a favor de una contrarrevolución. Mientras que los absolutistas hacen que Fernando VII restaure el

Antiguo Régimen nada más regresar al país en 1814, los anticastristas se enfrentan al Líder Máximo, que no está exento de todo reproche a la cabeza de Cuba (1959-2006). Esos militantes sólo desean desacreditar a los liberadores de la Patria, con el propósito de mantener sus privilegios, en detrimento del pueblo. Este artículo pretende poner de relieve la lucha encarnizada entre revolucionarios y contrarrevolucionarios. El ejercicio consistirá en comparar varios aspectos como la oposición entre reformadores y conservadores en la gestión del Estado, el lugar de las personas en el proyecto político y el balance del ejercicio del poder.

**Palabras clave:** Contrarrevolución, Cuba, España, Fidel Castro, Revolución.

## Introduction

Parler de la contre-révolution dans les processus révolutionnaires espagnol et castriste<sup>1</sup>, revient d'abord et avant tout à parler de la révolution elle-même dans les deux pays. En Espagne il s'agit d'une révolution libérale, au sens où l'entend Agustín Arguëlles<sup>2</sup>, l'une des grandes figures du libéralisme. Par libéralisme, il faut entendre « doctrine politique visant à limiter les pouvoirs de l'Etat au bénéfice des libertés individuelles » (*Le Petit Larousse illustré*, 2012, p. 623). A Cuba, une révolution fondée sur le communisme est menée par Fidel Castro, qui s'empare du pouvoir après avoir renversé Fulgencio Batista en janvier 1959.

Sur les révolutions espagnole et cubaine, plusieurs travaux ont été publiés. Mais un sujet aussi vaste que celui-ci ne peut pas avoir été étudié de façon exhaustive. C'est dans cette optique que nous avons pensé mener une réflexion à l'occasion de la journée internationale d'étude sur Castro<sup>3</sup>. La spécificité de la présente étude réside dans son caractère inédit : en l'état actuel de nos connaissances, elle est la première qui vise, à proprement parler, à comparer directement ces deux révolutions. L'objectif est de mettre en évidence le caractère universel de la révolution. A nos yeux, tout peuple a vocation à impulser un changement, quelle que soit l'époque et peu importe la manière, dès lors que l'objectif visé est la mise en œuvre de réformes. Aussi, rapprochons-nous deux événements distants du point de vue de l'espace, du temps et de l'Etat, mais dont les objectifs sont identiques, notamment si l'on parle de la contre-révolution.

Sur cette question, quel intérêt avaient les contre-révolutionnaires à naviguer à contre-courant ? Disposaient-ils des moyens nécessaires pour atteindre leur but ? D'un autre côté, quels arguments pouvaient leur opposer les partisans de la révolution ? Les réponses à ces questionnements formeront la trame de la présente étude comparative. Cette dernière mettra également en parallèle d'autres points fondamentaux tels les moyens utilisés pour faire ressortir le bien-fondé de la révolution. A cet égard, on se penchera particulièrement sur la Constitution de 1812 et le Rapport dit de Quintana, ce dernier rendu public en septembre 1813 en Espagne. Sur Cuba, on se servira notamment du discours de Castro aux Nations Unies en septembre 1960, à partir duquel il lance sa campagne d'alphabétisation des masses paysannes dans son pays.

La présente étude comprend trois axes principaux. Le premier mettra en exergue le contexte politique et social en Espagne et à Cuba. Puis l'analyse portera sur le bien-fondé et les causes des révolutions espagnole et cubaine. Le dernier axe de la réflexion sera consacré à la contre-révolution menée en Espagne par les conservateurs et à Cuba par les anticastristes.

---

<sup>1</sup> Le discours politique de Castro est marqué par le passage du *Fidelismo* au *Castrismo*. La relation spéciale Castro-Cuba a fait que l'on n'établisse pas de différence dans la dénomination de la révolution qu'il mène.

<sup>2</sup> L'auteur s'appuie sur des idées émanant du Siècle des Lumières, pour dire que la révolution est un processus qui conduit à une modification inexorable et profonde de toute société.

<sup>3</sup> Elle fut organisée par des enseignants du Département d'Etudes Ibériques et Latino-Américaines de l'Université Omar Bongo (Gabon), le 23 juin 2017 à Libreville.

## 1. Le contexte politique en Espagne et à Cuba

Afin de comprendre la démarche entreprise par les révolutionnaires, il importe de situer brièvement le contexte politique dans leur pays respectif.

### 1. 1. Le contexte politique en Espagne

Le contexte en Espagne est particulier en ce sens qu'il est marqué par une crise politique profonde dont il importe d'exposer les causes. En fait, elles sont à rechercher dans la gouvernance de Charles IV. Le règne de ce roi se caractérise par un immobilisme notoire ; d'une manière générale, le roi manque d'ambition et d'une vision politique claire. Dès lors, c'est à Manuel Godoy, son Premier ministre, qu'il délègue les pouvoirs. Ce dernier écarte tous ses rivaux et se place en maître absolu, faisant craindre à don Ferdinand (le prince héritier) la perte de ses droits successoraux. Pour éviter un tel scénario, il ourdit secrètement un complot avec l'aide du parti aristocratique. La manœuvre débouche sur l'émeute d'Aranjuez (17-19 mars 1808) et l'abdication immédiate de Charles IV. Les deux parties semblent irréconciliables et sollicitent l'arbitrage de Napoléon I, qui les invite à Bayonne (avril-mai 1808).

Confier leur destin à leur *ami*, revenait à se précipiter de façon imprudente dans une situation dangereuse. C'était l'occasion rêvée pour l'empereur, qui cherchait à mettre la main sur les richesses de son voisin, propriétaire d'immenses colonies en Amérique. A Bayonne, les souverains espagnols cédèrent leur couronne au profit de Napoléon Bonaparte, qui les obligea à s'exiler. La manœuvre aurait pu être parfaite, si les Espagnols n'avaient pas fait bloc pour résister aux troupes françaises d'occupation. Le choc déboucha sur la guerre d'Indépendance (1808-1814)<sup>4</sup>. Les libéraux, épris des idéaux du Siècle des Lumières défendus par des révolutionnaires américains et français, vont se saisir du vide politique du moment et mettre tout en œuvre pour entamer une série de réformes. Elles visent à tourner la page de l'Ancien Régime, d'où la tenue des Cortès de Cadix (1810-1812). Tourner la page du régime en place, telle est également la mission que se donne Castro à Cuba.

### 1. 2. Le contexte politique à Cuba

A la suite d'un coup d'Etat militaire, F. Batista s'empare du pouvoir en 1952 et instaure un régime dictatorial. «Le pillage et la corruption atteignent des sommets. Cuba devient le Bordel de l'Amérique. La répression sanglante qui suit ce coup de force de Batista fera 20.000 victimes en six années de dictature» (.M. Lemoine, 1989, p.11). Comme on le voit, ce régime autoritaire sera gangréné très vite par la corruption, l'immobilisme et la déliquescence. Tous ces facteurs conjugués conduisent inexorablement à une dégradation continue de la situation sociale et à la dépravation des mœurs<sup>5</sup>. Pour bien comprendre cet épisode peu reluisant de l'histoire de Cuba, il y a lieu d'analyser le rôle joué par les Etats-Unis d'Amérique.

Après la conquête de son indépendance contre les Espagnols en 1898, Cuba tombe immédiatement sous le protectorat de son grand voisin du nord. Dès lors, le

<sup>4</sup> C'est ce conflit armé qui vit s'opposer l'armée espagnole à celle de Napoléon I (la Grande Armée).

<sup>5</sup> L'émergence de classes moyennes et supérieures, n'y change rien fondamentalement.

développement industriel de Cuba est « très limité et conditionné par les nécessités impérialistes ; production agricole du type monoculture, dominée directement par les trusts étrangers ; chômage massif ; non-exploitation d'un pourcentage très considérable de la force de travail ; niveau de vie très bas des masses en général » (Anonyme, 1812, p.12). Quelques années plus tôt, M. Winocour. (M. Winocour, 1972, p.13) avait établi un constat similaire. En réalité, les Etats-Unis avaient tout intérêt à maintenir le pays dans cette dépendance économique. En implantant leurs propres multinationales sur le sol cubain, leur seul objectif était de faire prospérer leur économie, au détriment de celle de Cuba. Pour l'Administration américaine, il n'y avait pas d'alternative à un soutien inconditionnel à Batista<sup>6</sup>. Pourtant, ses nombreux excès et le déclin de l'économie vont conduire à sa perte. Il ne jouit plus du soutien des riches, est progressivement lâché par les Etats-Unis et perd la caution morale de l'Eglise catholique. Mais surtout, il ne bénéficie plus de l'appui d'une armée largement acquise à sa cause et autour de laquelle s'organise un système pour le moins pernicieux. En 1959, Fidel Castro se saisit de la situation pour mettre un terme à ce régime à la dérive et lance sa révolution, plus d'un siècle après la révolution libérale en Espagne.

## **2. Les processus révolutionnaires espagnol et castriste**

Si les révolutions espagnole et castriste sont distantes historiquement et géographiquement, elles sont proches au moins sur un aspect : l'aspiration au changement. Des leaders comme Quintana en Espagne et Castro à Cuba se servent de l'éducation et la culture pour l'impulser.

### **2. 1. La Constitution de 1812 et le rapport de Quintana comme fondement d'une Révolution libérale en Espagne**

« La révolution dont je parle consiste en une modification inexorable, conséquence nécessaire de celle qui parcourt toute l'Europe, annoncée par les Lumières (...). Enfin un de ces bouleversements totaux qui, de temps à autre, se produisent dans l'ordre politique et moral des empires, comme s'il s'agissait de marquer les époques et de servir de repos à la chronologie universelle des états, et dont personne ne peut s'opposer au torrent impétueux. L'heure a sonné pour nous ». C'est de cette révolution-là dont parle A. Argüelles<sup>7</sup> et que nous reprenons à notre compte pour évoquer les changements envisagés en Espagne à partir de 1810. A cet effet, la constitution de 1812 est sans conteste le pilier sur lequel repose la révolution libérale. Mais il n'y a pas lieu d'analyser ici les dix titres qui la composent. On se bornera à mettre en lumière le titre IX, consacré à l'instruction publique et qui comporte six articles (366-371). L'article 366, comme les deux suivants, est axé sur la divulgation du savoir :

---

<sup>6</sup> Au-delà de Batista, les Américains étaient disposés à porter au pouvoir et à soutenir toute personne qui se montrait en mesure de garantir leurs intérêts économiques, quel qu'en fût le prix à payer.

<sup>7</sup> Il est considéré comme le père du Constitutionnalisme espagnol (J.-R. Aymes, *La Crise de l'Ancien Régime et l'avènement du libéralisme en Espagne (1808-1833)*, 2005, p. 36).

En todos los pueblos de la Monarquía se establecerán escuelas de primeras letras, en las que se enseñará a los niños a leer, escribir y contar, y el Catecismo de la Religión Católica, que comprenderá también una breve exposición de las obligaciones civiles.

A ce titre IX, il convient d'ajouter le Rapport sur l'instruction publique commandé en 1813 par la Junte et rédigé par un groupe de six personnes, dont Manuel José Quintana est la figure de proue. Comme on peut le constater, le point commun à ces deux textes réside dans l'élaboration d'un travail rigoureux sur l'instruction publique. Ainsi, l'accent est mis non seulement sur les fondamentaux de l'acquisition du savoir (lire, écrire et compter), mais aussi sur la nécessité de le rendre accessible à tous. Pour y parvenir, les libéraux se proposent d'assigner aux autorités compétentes la construction d'écoles primaires partout, en ville et dans tous les villages du Royaume. Si le projet ne relève pas forcément de l'utopie, il n'en demeure pas moins immense, notamment en termes de coûts liés à son financement. La démarche des progressistes est louable, d'autant plus qu'elle défend les intérêts du plus grand nombre.

La lecture de l'article 367 met en lumière la place centrale conférée à l'Université dans le système éducatif porté par les réformateurs. En effet, la diffusion des savoirs ne saurait être efficace sans le vecteur essentiel qu'est l'Enseignement supérieur. En réalité, les constitutionnalistes sont ambitieux, à en juger par le nombre de matières pressenties pour y être dispensées. Ils évoquent toutes les sciences, auxquelles il faut ajouter la Littérature et les Beaux-Arts. Il y a là, l'idée d'accroître le nombre d'universités, mais aussi de faire d'elles des pôles de référence en matière d'excellence. Ils ne s'y trompent pas : c'est en effet à l'Université et dans les Grandes écoles que sont formés, dans tous les domaines, intellectuels, cadres, ingénieurs et autres techniciens, tous artisans du développement d'un pays.

Les libéraux s'emploient à mettre sur pied un plan général sur l'enseignement (article 368), avec l'exigence du même niveau d'application sur l'ensemble du territoire national. Aussi, une place de choix est réservée aux sciences religieuses et politiques. S'ils mettent un point d'honneur à amener les Espagnols à réfléchir en dehors de tout cadre religieux, ils se gardent bien de reléguer l'Eglise au second plan. L'article 12 de la Constitution est clair à cet égard : la seule et unique religion autorisée, qui doit être protégée par des « lois sages et justes », est la religion Catholique, Apostolique et Romaine. Il s'agit là de l'un des points d'ancrage des conservateurs. Contrairement à ces derniers, les partisans du libéralisme se nourrissent des idées véhiculées à la fois par les révolutionnaires américains, français et par les penseurs du Siècle des Lumières. Tous militent pour que leurs Etats sortent de l'obscurantisme, de l'immobilisme et des dogmes religieux, préjudiciables à l'épanouissement intellectuel de leurs concitoyens. M. J. Quintana pense qu'une réforme en profondeur du système éducatif espagnol est urgente. Le rapport qu'il rédige est rendu public le 9 septembre 1813 et répond précisément à cette attente.

Ledit rapport comporte sept parties qui tiennent sur vingt-cinq pages. Une telle densité atteste du sérieux mis dans le traitement de la question. Le premier point concerne ce que l'auteur a appelé *Bases generales de toda enseñanza*. Quintana a fait des études supérieures, est écrivain et homme politique. Cette double casquette et sa fibre

humaniste lui permettent de comprendre aisément ce que représentent l'éducation et le savoir. Dès lors, l'homme estime, à juste titre, que tous les Espagnols méritent de recevoir un minimum d'instruction etc., sans restriction aucune, comme on peut le lire dans le plaidoyer ci-après :

Siendo pues la instrucción pública el arte de poner a los hombres en todo su valor tanto para ellos como para sus semejantes, la Junta ha creído que en la organización del nuevo plan de enseñanza la instrucción debe ser tan igual y tan completa como las circunstancias lo permitan. Por consiguiente, es preciso dar a todos los ciudadanos aquellos conocimientos que se pueden extender a todos, y no negar a ninguno la adquisición de otros más altos, aunque no sea posible hacerlos tan universales<sup>8</sup>.

En fait, Quintana est non seulement favorable à ce que tous les Espagnols accèdent au savoir, mais en plus il milite en faveur de la gratuité de l'enseignement dans l'ensemble des établissements publics. Si la mesure est en soi salubre, elle ne comporte pas moins une difficulté. Comme le fait remarquer Jean-René Aymes, une question essentielle se pose : où trouver les fonds nécessaires pour supporter le coût d'un projet si ambitieux ? Certes, dans le point consacré à ces mêmes fonds et après avoir fait ce qu'il définit comme un «calcul approximatif», l'auteur en conclut que près 30 millions de réaux pourraient être nécessaires. L'éducation n'a certes pas de prix, mais il ne faut pas perdre de vue que le pays est encore en proie à la guerre. Mais ce qu'il faudrait retenir ici, c'est la nature du projet. En son second point, l'auteur met un accent particulier sur le caractère indispensable de l'enseignement primaire. Sans ce dernier, il est difficile d'acquérir les connaissances de base nécessaires (lire, écrire et compter) :

De estas tres enseñanzas la primera es la más importante, la más necesaria, y por consiguiente aquella en que el Estado debe emplear más atención y más medios. Mil veces se ha dicho que una nación compuesta de individuos que sin excepción supiesen leer, escribir y contar, sería mucho más ilustrada, y sabría adquirirse más medios de felicidad que otra en que, a igual ignorancia que la que se mira extendida por la generalidad de los ciudadanos, hasta en las naciones más cultas, contase entre sus hijos muchos Arquímedes, Sócrates y Homeros<sup>9</sup>.

Si l'école primaire est la plus importante et qu'elle constitue le socle par excellence sur lequel reposent les premiers savoirs, l'enseignement secondaire doit aussi bénéficier de l'attention des autorités. A ce stade, on estime que l'apprenant a évolué et est sans doute doté d'un esprit (plus) critique. Aussi, des matières complémentaires sont ajoutées : sciences mathématiques et physiques, sciences morales et politiques, littérature et arts. En plus d'être importantes, nous dit l'auteur, elles sont d'un apprentissage facile. Quoi qu'il en soit, elles font suite à l'apprentissage des règles élémentaires de l'arithmétique, la religion et la morale. A l'image de ce que proposent les constitutionnalistes de Cadix, Quintana réserve une place à ce qu'il dénomme la *Tercera enseñanza*, autrement dit l'enseignement supérieur<sup>10</sup>. Les universités resteraient

<sup>8</sup> Ce passage introduit la partie sur *Bases generales de toda enseñanza*.

<sup>9</sup> Ce passage introduit la partie sur la *Primera enseñanza*.

<sup>10</sup> Curieusement, l'auteur milite pour la réduction du nombre d'universités et ce, pour des raisons pratiques en termes de distance et d'efficacité. Sous Charles IV leur nombre fut réduit de moitié, passant de vingt-deux à onze.

implantées dans les villes de Salamanque, Santiago, Burgos, Saragosse, Barcelona, Valence, Grenade, Séville et Madrid. Quand bien même des efforts sont faits à ce niveau, force est de constater que la *Tercera enseñanza* ne semble pas bénéficier du même intérêt que celui accordé aux deux autres niveaux d'enseignement. Voici ce qu'en dit J.-R. Aymes :

Comme si les libéraux, dans leur optimisme congénital, se voyaient installés au pouvoir pour un long temps, ils ne vont pas se consacrer prioritairement à la refonte de l'enseignement universitaire qui aurait pu former rapidement une élite attachée à leur cause ; ils vont porter principalement leur attention sur l'enseignement primaire ; c'est à lui que l'Etat doit consacrer ses plus gros efforts, pour faire en sorte que, un jour, il y ait une école dans chaque village, financée par la municipalité, et une école pour 500 habitants dans les villes (J.-R. Aymes, 2005, p. 56).

Au regard de ce qui précède, on peut penser que Quintana commet une grave erreur en ne conférant pas à l'Université un rôle à la hauteur des enjeux véritables du moment. Or, comme relevé précédemment, il revient à l'Université de former l'élite d'une nation. Cette institution est aussi le lieu par excellence où on se forge une réelle conscience politique. Toutefois, le peu de place accordé à l'Université n'enlève pas au projet libéral sa pertinence en matière de réforme du système éducatif espagnol. Sur cette base, on peut dire que les libéraux partent d'une bonne intention, la même qui anime les autorités cubaines sous la conduite de F. Castro.

## **2. 2. L'éducation et la culture, axes centraux de la Révolution cubaine**

Le triomphe de la Révolution cubaine entre dans l'histoire à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1959, lorsque Castro renverse Batista. De cette date à sa disparition le 25 novembre 2016, le Líder Máximo a, sans conteste, marqué de son empreinte l'histoire politique de Cuba. Quel sens Castro donnait-il à sa Révolution et de quels moyens disposait-il pour la mener à bon port ? Au terme de plusieurs décennies de processus révolutionnaire, quels en sont les résultats ?

Dès sa prise de pouvoir, Castro avait pour objectif de remettre le pays sur le droit chemin et d'impulser son développement. En s'appropriant de tels objectifs politiques, il reprenait à son compte, mais avec des arguments personnels, le combat pour l'émancipation totale mené en leur temps par Simón Bolívar au Venezuela et José Martí à Cuba. En réalité, il est encore loin de revendiquer les idéaux portés par Marx, Engels ou Lénine. (Cité par V. S. Okome- Beka, 2006, p. 342-343). Cette émancipation passait nécessairement par la soustraction du pays à la domination des Etats-Unis d'Amérique, dont les intérêts économiques sur l'île étaient considérables. Parmi ses premières mesures figure en bonne place la nationalisation de plusieurs entreprises, en tête desquelles se trouvent les multinationales nord-américaines. Il y a notamment la United Fruit Company, les trusts qui opéraient dans l'électricité, la téléphonie ou encore les mines.

Castro avait compris que le développement économique précède le développement social ; d'où la réforme agraire menée dès 1960, qui « devient le champ



d'expérimentations hasardeuses de Castro. (M. Jacot, 2016, p. 5). En prenant des mesures aussi fortes dès le départ contre les Etats-Unis d'Amérique, il devait se douter que ces derniers ne lésineraient pas sur les moyens pour le renverser. Pour se mettre à l'abri, il procède au renforcement de l'armée révolutionnaire, dont le haut commandement est confié à son frère cadet Raúl. Comme le souligne fort justement Volker Skierka (V. Skierka, 2007, p. 126), Raúl Castro, mais aussi Che Guevara et Camilo Cienfuegos ont joué un rôle déterminant dans l'organisation politique de la Révolution cubaine. Dans la même perspective, mais aussi dans le but de renforcer les mesures de surveillance visant les contre-révolutionnaires, sont créés (septembre 1960), les Comités de Défense de la Révolution (CDR). En 1961, surviennent deux événements majeurs : d'une part, Castro proclame son adhésion au marxisme-léninisme et accélère son rapprochement avec l'URSS de Khrouchtchev. En réalité, ce rapprochement intéressé n'est que la conséquence du blocus économique imposé par l'Administration Kennedy. Le blocus sera suivi, en 1962, par un embargo total<sup>11</sup>. En agissant ainsi l'objectif des Etats-Unis était clair : asphyxier son voisin et créer les conditions d'une contre-révolution. Mais Castro n'est pas dupe. Afin de s'attirer la sympathie du peuple, il a fait baisser le prix des loyers de façon considérable<sup>12</sup> et, via la réforme agraire, il a donné aux Cubains la possibilité de devenir les propriétaires de la terre qu'ils exploitent.

Mais la mise en valeur des terres, pour ne prendre que cet exemple, exigeait un minimum de connaissances et de savoir-faire dans ce domaine. À terme, l'objectif de Castro était de faire en sorte que les Cubains s'approprient réellement la Révolution et prennent conscience du défi à relever : sortir le pays des griffes de l'impérialisme étasunien. Dès lors, des campagnes d'alphabétisation des masses furent mises en route. Personnalité unique en son genre, le leader cubain sait, de surcroît, jouer sur les symboles. En effet, le lancement des dites campagnes se fit du haut de la tribune des Nations Unies. Dans un discours fleuve de plus de 4h prononcé le 26 septembre 1960, l'homme fort de la Havane montra à la face du monde ses nobles intentions, en même temps qu'il se battait contre le puissant voisin nord-américain. Lorsque le natif de Birán accède au pouvoir, le taux d'analphabétisme à l'échelle nationale tourne autour de 37,5%<sup>13</sup>, soit 2.250.000 personnes sur une population totale de 6 millions d'habitants. Le défi à relever était donc considérable. Pour y parvenir, il avait pu mobiliser environ 500 millions de dollars américains confisqués à des hommes politiques qui s'étaient enrichis illicitement. Les fonds ainsi collectés étaient destinés à « construire des logements, des écoles et à amener les instituteurs à se rendre dans les coins les plus reculés du pays, tout en leur assurant une assistance médicale adéquate. Certes, Castro ne pouvait pas fédérer autour de lui tous les Cubains, en raison des divergences de vues et de la rigidité de son régime. Mais qui pourrait douter de ses bonnes intentions, au regard des mesures ainsi mises en œuvre ? En fait, la plupart des Cubains étaient

---

<sup>11</sup> Jusque-là, le pays avait misé sur la monoculture (la canne à sucre). La diversification de son économie s'imposait en raison notamment de la crise dans le secteur (1966-1970).

<sup>12</sup> Dans l'attente d'une amélioration du secteur social, le gouvernement fit baisser de 50% le prix des loyers. La mesure pénalisait les propriétaires, mais constituait une aide précieuse pour les ménages les plus modestes.

<sup>13</sup> Les chiffres varient en fonction des sources; celui-ci, donné par Fidel en personne, est extrait de son discours du 26 septembre 1960 aux Nations Unies. Le pourcentage est pratiquement deux fois plus élevé en milieu rural puisque, toujours selon Castro, 70% d'enfants étaient privés d'enseignants.

désormais convaincus qu'il représentait l'homme de la situation. Dès lors, leur soutien au Líder Máximo devenait inconditionnel.

Encore une fois, Castro avait compris la nécessité de placer l'éducation des masses (paysannes) au centre de sa politique. Les succès enregistrés en la matière lui donneront raison. En évoquant son bilan en 1981, Joseph Casas (J. Casas, 1981, p. 99) écrivait que « s'il est un domaine où ses réalisations sont peu contestées, c'est celui de l'éducation tant les résultats acquis en une vingtaine d'années y sont particulièrement spectaculaires ». L'auteur ajoute qu'en 1959, « 24% de la population de plus de 10 ans était analphabète », que le « milieu rural était particulièrement défavorisé avec 42% d'analphabètes (12% en milieu urbain). Aujourd'hui, « l'analphabétisme n'est plus que résiduel et le pays est sur le point de gagner la bataille du « sixième grade » (six années d'études) qui verra tous les adultes atteindre un niveau au moins équivalent au certificat de fin d'études primaires et tendre ensuite vers le « neuvième grade » (fin du « secondaire basique »), objectif fixé pour 1990 (J. Casas, 1981, p. 100). Il conclut son étude<sup>14</sup> en ces termes :

Enfin, les multiples expériences pédagogiques cubaines, avec leur succès, leurs difficultés, devraient constituer pour nous une source intéressante de réflexions pouvant éventuellement nous aider à mieux cerner des questions telles celles relatives à l'insertion des travaux manuels dans l'enseignement scolaire, au devenir de l'enseignement agricole, etc. (J. Casas, 1981, p. 118).

Les objectifs visés, pour 1990, sont atteints : en 1997 le taux d'alphabétisation du pays s'approchait de 96%. Un tel taux donnait à voir deux choses : Cuba faisait pratiquement jeu égal avec l'Argentine et passait pour un bon élève en matière d'éducation. Beaucoup plus récemment, le journal *le Grand Soir*, daté du 26 mars 2013, publiait, à la une, un article intitulé : *Cuba investit plus dans l'éducation que n'importe quel autre pays au monde, selon l'UNESCO*. En effet, le pays consacre 12,60% de son PIB à l'éducation. Quand bien même on peut être en désaccord avec Castro, il y a lieu d'apprécier de telles prouesses à leur juste valeur. Toujours en première page du même journal, on peut lire ce qui suit : « en janvier 1959, Cuba ne comptait que trois universités publiques, 15.000 étudiants et 1.000 professeurs. Aujourd'hui, le pays compte 261.000 étudiants dans 67 établissements supérieurs, avec 77.000 enseignants engagés dans le supérieur ». L'éducation est la pierre angulaire du développement d'un pays ; J. Martí ne s'y trompait lorsqu'il conférait à l'éducation un rôle fondamental :

El pueblo más feliz es el que tenga mejor educados a sus hijos, en la instrucción del pensamiento, y en la dirección de los sentimientos. Un pueblo instruido ama el trabajo y sabe sacar provecho de él. Un Pueblo Virtuoso vive más feliz y más rico que otro lleno de vicios, y se defiende mejor de todo ataque (Cité par V. S. Okome-Beka, 2006, p. 351).

Il ne fait guère de doute que l'éducation constitue la clé de voûte du développement d'un pays. Il en est de même pour la santé, secteur dans lequel le gouvernement cubain a beaucoup investi. La réussite dans ce domaine saute aux yeux : grâce à la qualité et

---

<sup>14</sup> Elle est fouillée et d'un intérêt scientifique indéniable.

au grand nombre de ses médecins, Cuba en arrive à prêter assistance à d'autres pays d'Amérique latine et d'Afrique en matière médicale. La culture représente le troisième pilier central de la Révolution cubaine ; les intellectuels ayant pris fait et cause pour le régime contribuent pour une grande part à son rayonnement. Par ailleurs, l'ouverture vers l'autre est rendue possible en grande partie par son biais. S'adressant directement aux intellectuels, F. Castro a justement ce mot: « nosotros apreciaremos siempre su creación a través del prisma del cristal revolucionario » (F. Castro, 2011, p. 25)<sup>15</sup>. Il faut comprendre par-là que rien ne peut se faire en dehors de la Révolution, d'où cet avertissement lancé à tous ses compatriotes: « dentro de la Revolución, todo ; contra la Revolución, nada » (F. Castro, 2011, p. 12). Ici, se pose clairement la question des droits de l'Homme, comme le fait remarquer Marcel Niedergang qui a été grand reporter en Amérique latine et fin connaisseur de F. Castro:

L'austérité, toujours plus d'austérité. Année après année, la libreta (« carnet de rationnement ») a perpétué le marché noir, l'absence de libertés, la surveillance tatillonne des comités de défense de la révolution (CDR), des milliers de détenus politiques, des morts en prison (M. Niedergang, 2016, p. 2).

Ce passage nous conduit à évoquer le combat de ces dames en blanc de la Havane, qui n'ont de cesse de réclamer la libération de leurs maris qui croupissent dans les geôles du régime castriste. En fait, ce régime n'a jamais été tendre puisque, pour s'imposer, il a fusillé plus de 3.000 personnes, en étendant la peine capitale aux civils (P. A. Paranagua, 2016, p. 4). Pour en revenir à la culture cubaine, elle est exportée via des instruments mis en place comme la *Casa de las Américas* (institution et revue), Institution en charge de sa promotion et du rapprochement avec le reste de l'Amérique latine. En fait, les révolutionnaires prennent conscience de l'impact d'une revue qu'ils perçoivent désormais comme l'outil le mieux adapté pour construire une communauté « supra-nationale » et répandre les idéaux américanistes du XIXe et du début du XXe siècle (V.S. Okome-Beka, 2006, p. 361). Sur Castro Pierre Vayssière écrit :

Sans la personnalité puissante de ce dernier, ses frustrations familiales et sociales, son orgueil, sa volonté, son esprit rancunier, son désir de revanche, son entêtement face à l'adversité, sans sa capacité à changer d'idée ou de stratégie en fonction des circonstances imprévues, enfin sans son charisme et son pouvoir de séduction... la révolution cubaine n'aurait pas eu lieu. Du moins pas sous cette forme (P.Vayssière, 2016, p. 69).

Ainsi, Castro a mis tout en œuvre pour trouver des stratégies visant à contourner l'embargo imposé par les Etats-Unis. Face à leur hostilité, il a reçu l'appui des cubains et des peuples amis enclins à soutenir la révolution, contre vents et marées. Pendant un demi-siècle, il a été obsédé par un seul et même objectif : développer Cuba et faire de la justice sociale une réalité. Les réformes entreprises dans tous les domaines, notamment dans le secteur de l'éducation, concouraient à cet objectif. Cet idéal n'est pas loin de celui que poursuivaient les libéraux sous Ferdinand VII, dont l'action va être fortement entravée par les contre-révolutionnaires.

---

<sup>15</sup> En fait, le discours est prononcé en 1961 mais il a été réédité.

### 3. L'impact d'une Contre-Révolution

En Espagne et à Cuba, une opposition se dresse pour entraver toute forme de révolution.

#### 3. 1. Le rétablissement de l'absolutisme en Espagne

A peine Ferdinand VII est-il revenu en Espagne (1814), que les conservateurs le convainquent de restaurer l'Ancien régime. Ils mettent en avant la menace que fait peser sur eux la montée du libéralisme. Le roi accède à cette requête via le décret signé à Valence le 4 mai 1814. En outre, il durcit le ton et autorise la mise en place d'un appareil répressif contre les opposants à son régime. Sont rétablis le Conseil royal, le Conseil des Indes et les Audiencias, les régimes des majorats et des seigneuries. Dans le même temps, l'Eglise recouvre ses prérogatives et le décret sur le désamortissement est annulé. De la même manière, l'Inquisition est rétablie : désormais, l'Eglise et l'Etat ne font plus qu'un (E. Temime et al, 1995, p. 34).

Les mesures prises par les conservateurs traduisent leur volonté de s'opposer, en quelque sorte, au progrès. Le contexte leur est favorable, puisque le roi jouit d'une extrême popularité. Ils peuvent également compter sur un peuple dont les 4/5 appartiennent au monde paysan. Les réformes portées par les libéraux avaient donc très peu de chance d'aboutir, étant donné l'extrême faiblesse du nombre de personnes en mesure de soutenir un débat intellectuel. En l'absence d'une réelle conscience politique, en sus du poids des dogmes religieux, il était difficile de mener une réflexion approfondie sur les institutions et l'exercice du pouvoir :

Pour les nouveaux vaincus –« afrancesados » et libéraux– qui objectivement appartiennent au camp des vainqueurs de Napoléon, la désignation par «restauration» de cette sinistre période de six ans serait trop indulgente si elle n'évoquait que l'absolutisme fernandin, sans indiquer aussi que cet absolutisme est, tout à la fois, répressif, obscurantiste, clérical, contraire à la raison, non respectueux de la souveraineté de la nation et né d'un coup de force (J.R, Aymeres, 2005, p. 185).

Durant tout le *sexenio* conservateur (1814-1820), les libéraux vont faire l'objet d'une mise à l'écart et d'une persécution en règle. Ferdinand VII endosse le costume de chef de l'Etat et du Gouvernement (J. Paredes, 2002, p. 55) ; il est amené à durcir sa politique et ce, pour deux raisons : la crise économique de 1817<sup>16</sup> et la répétition des conspirations<sup>17</sup>. De même, face à la montée en puissance des sociétés secrètes, de la maçonnerie, le roi eut recours à l'Inquisition (même affaiblie) pour réprimer les adeptes de ces organisations interdites par l'Eglise. En dépit de la persécution, la plupart des libéraux (Arguelles, Alcala Galiano, Quintana, etc.) entendaient continuer la lutte en restant sur place<sup>18</sup>.

<sup>16</sup> La guerre d'Indépendance contre les Français (1808-1814) avait contribué à ruiner l'économie.

<sup>17</sup> Entre 1814 et 1820, il y eut six tentatives de prise de pouvoir par la force militaire.

<sup>18</sup> Bien sûr de nombreux autres comme Goya finirent par prendre le chemin de l'exil. Mais la série des *pronunciamientos* évoqués ici montre à quel point ils croyaient en la possibilité d'un changement et de la

L'un des défis à relever, pour les libéraux, était de sortir le pays de la crise économique. Ils procèdent notamment à la vente des biens de l'Église, pour renflouer les caisses de l'État et assainir les finances publiques. Comme il faut s'y attendre, de telles mesures ne rencontrent pas l'assentiment des conservateurs, qui s'empresent de mener une guerre ouverte et sans merci contre leurs adversaires. Ils convoitaient le pouvoir perdu à la suite du pronunciamiento de Riego<sup>19</sup>. Voyant d'un mauvais œil la présence des libéraux dans les différents gouvernements, les royalistes mettent tout en œuvre pour rétablir l'Ancien Régime :

(...) los realistas revisten la forma de pequeños alzamientos campesinos que muy pronto adquieren el carácter de guerrillas, que emplean la misma táctica, y con frecuencia obedecen a los mismos jefes [...] El choque adquiere los caracteres de una guerra civil. (J.L Comellas, 1988, p.103)

Leur volonté de restaurer l'Ancien Régime allait croissant et il fallait compter avec leur détermination. L'objectif est atteint lorsque, le 1<sup>er</sup> octobre 1823, les Cent Mille Fils de Saint-Louis, emmenés par le duc d'Angoulême, rétablissent Ferdinand VII dans ses droits. A partir de ce moment commence une autre période absolutiste (1823-1833), la décennie abominable, marquée par une série de mesures visant à pourchasser les libéraux. Manuel Tuñón de Lara, décrit en ces mots choisis le contexte qui prévaut à ce moment-là :

Diríase que la vida nacional estaba obligada a petrificarse por real decreto. [...] «Es preciso exterminar a los negros (nombre peyorativo dado a los liberales) hasta la cuarta generación», decía el periódico fernandino «El Restaurador». (M. Tuñón, 2000, p.93)

Toute société qui aspire au développement s'appuie nécessairement sur l'éducation et la diffusion des savoirs. Procéder autrement revient à la maintenir dans l'obscurantisme, l'ignorance et l'immobilisme. Telle semblait être la position des conservateurs à travers la fermeture des universités<sup>20</sup>, la suppression des enseignements de mathématiques et d'astronomie. On privilégia l'enseignement de la musique, de la danse et de l'escrime. Dans un tel climat, les hommes de science les plus brillants durent soit prendre le chemin de l'exil, à l'image du naturaliste La Gasca, ou, alors, subir toute sorte de persécution, comme le géologue don Casiano du Prado ou encore le mathématicien R. González (M. Tuñón de Lara, 2000, p. 93). Les anticastristes entreprennent une démarche similaire, même si, contrairement aux libéraux, ils ne parviennent pas à reprendre le pouvoir. Certes, les libéraux échouent momentanément, mais leur processus marquera à jamais l'histoire politique de l'Espagne. Pour plus de précisions à ce sujet, on pourrait lire notamment Irène Castells Olivan (I. Castells Olivan, 2004, p. 5-9).

---

prise en compte de leurs idées. Le 1<sup>er</sup> janvier 1820 lorsque le Commandant Riego réussit, finalement, son coup de force, c'est un immense espoir qu'il suscite dans les rangs des révolutionnaires.

<sup>19</sup> Il en sera ainsi tout au long du Triennat libéral (1820-1823).

<sup>20</sup> En 1830, le monarque décida de fermer momentanément toutes les universités de province.

### 3. 2. La démarche des anticastristes

Si Castro compte plusieurs soutiens (à Cuba et en dehors), il fait également face à de nombreux détracteurs, autrement appelés dissidents. Leur objectif est clair : renverser le régime mis en place par le leader de la Révolution cubaine. De quels moyens disposent-ils pour y parvenir ?

Le renversement de Batista n'entraîne pas pour autant la disparition de ses soutiens. Lorsqu'ils ne sont pas exécutés ou placés en détention, ils prennent le chemin de l'exil vers la Floride. C'est à partir de cet État des Etats-Unis (de Miami en particulier) que s'organise la résistance. Elle vient également de personnes issues ou non des rangs du régime, y compris les plus modérées (R. Dumont, 1989, p. 58) comme H. Matos ou M. Frayde. Toutes lui reprochent ses dérives autoritaires, sa radicalisation et critiquent ses choix (politiques et économiques). C'est dans cette optique qu'une armée dissidente s'est constituée dans la province d'Escambray. Elle est formée de petits propriétaires terriens, d'anciens soldats de Batista et des déçus de l'armée rebelle. Outre ces personnes, il y a le mouvement Alfa 66, que les Cubains de Miami aident par l'envoi d'armes. Au nombre des anticastristes, il faut ajouter naturellement l'Administration américaine, dont on a déjà mis en évidence le rôle néfaste. Rappelons que le 13 octobre 1960, Castro a nationalisé banques et entreprises nord-américaines présentes sur l'île. Bien plus qu'une mesure symbolique, le numéro un cubain ambitionnait de placer entre les mains de ses compatriotes le contrôle du pouvoir économique. Dans ce rapport de force, les Américains ont tôt fait de prendre des mesures de rétorsion, supportant mal la décision de la Havane :

Eisenhower prend l'initiative d'organiser le renversement du régime. Mais c'est Kennedy qui met en œuvre cette tentative, préparée par la CIA. En 1961 se déroule l'épisode de la Baie des cochons (débarquement des mercenaires anticastristes) qui se solde par un total fiasco (V. Thebault, 2006, p. 143).

L'enseignement à tirer ici est que la défaite des anticastristes<sup>21</sup> constituait d'abord et avant tout un échec de l'Administration américaine. A l'inverse, le régime de Castro en sort nettement renforcé et pas peu fier. Mais cet échec est loin d'entamer la détermination des Etats-Unis, qui vont mettre en œuvre d'autres stratégies pour faire plier leur ennemi. Ce dernier, pour se protéger, avait absolument besoin de se procurer des armes. Or, le blocus (19 octobre 1960) et l'embargo (25 avril 1961) décrétés par les Américains, empêchaient l'approvisionnement de l'île en armes de toutes sortes<sup>22</sup>. Afin d'obtenir l'asphyxie totale du régime, Kennedy procéda au gel des relations diplomatiques avec Cuba. Les USA mirent à contribution l'Organisation des Etats Américains (OEA). En janvier 1962, ils n'éprouvèrent aucun scrupule à expulser Cuba de ladite organisation. Progressivement, les problèmes vont s'accumuler pour le pays, en proie à des difficultés économiques. D'où la mise en place des *Quinquenio gris* (fin des années 1970) et *Periodo especial*, qui survient au lendemain de l'effondrement de l'Union Soviétique (1991).

<sup>21</sup> Il s'agit des 1.500 contre-révolutionnaires défaits à la Baie des cochons.

<sup>22</sup> Les 700 tonnes d'armes et de munitions que Belges et Français parviennent, malgré tout, à acheminer jusqu'à La Havane partent en fumée. Les USA ne semblent pas étrangers à cet acte de sabotage en règle.

Pour s'être attaqué aux intérêts américains en vue de protéger ceux de Cuba, Castro était l'homme à abattre. L'obsession des différents présidents américains (démocrates ou républicains) était de le renverser et placer une personne disposée à défendre leurs intérêts. L'Administration américaine intervient directement par la CIA ou par d'autres canaux, comme les dissidents cubains installés à Miami. L'hostilité des Etats-Unis est telle, qu'ils ont saboté l'avion de Castro après son mémorable discours aux Nations Unies ; il dut repartir à Cuba à bord d'un avion prêté par Khrouchtchev (V. Skierka, 2007, p. 147). Si Jimmy Carter ne lève pas l'embargo imposé à Cuba, il permet néanmoins une détente dans les relations entre les deux pays. C'est tout le contraire de R. Reagan : sous sa présidence, il devient pratiquement impossible d'effectuer un voyage à Cuba au départ des Etats-Unis. Jusqu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'hostilité des Etats-Unis à l'égard de Cuba est restée intacte. Bill Clinton (président démocrate) aurait pu représenter un espoir pour les Cubains dans leur volonté d'être souverains et de bénéficier du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce fut peine perdue :

Grâce au rétablissement des relations diplomatiques avec la République dominicaine, le régime castriste a renoué des liens officiels avec tous les Etats des Caraïbes. En revanche, les relations avec les Etats-Unis se tendent sous la présidence de Clinton : la loi du 12 mars 1996, dite loi Helms-Burton, étend la portée extraterritoriale de l'embargo en menaçant les pays ou personnes de pays tiers qui investissent à Cuba<sup>23</sup>.

Castro a régulièrement été confronté à une forte opposition (dissidents et Administration américaine). Malgré l'arsenal déployé, le dirigeant politique a toujours su déjouer les complots<sup>24</sup> et, est parvenu à contourner l'embargo nord-américain. Sur cette base, on peut affirmer que les contre-révolutionnaires ont échoué dans leur tentative de renverser leur ennemi juré. En revanche, ils ont contribué à retarder le développement économique et industriel de l'île. Cette attitude est semblable à celle observée chez les conservateurs en Espagne.

## Conclusion

Dans cette étude, il nous a été donné de mener une réflexion sur la contre-révolution dans les processus révolutionnaires espagnol et castriste. Après avoir contextualisé l'étude, nous avons mis en exergue les motivations des révolutionnaires, enclins à bâtir une société fondée sur le droit et la justice sociale. Ce sont des idéaux qui ne peuvent être atteints si l'éducation et la culture ne sont pas accessibles à tous. Pour ambitieux et justes qu'ils soient, ces idéaux et autres projets allant dans ce sens ont été combattus par des forces défendant des intérêts égoïstes.

Notre démarche a donc consisté à comparer des aspects propres à chacune des révolutions mais qui se recoupent. Tel est le cas du projet politique, basé sur la nécessité de bâtir une nation encline à prendre en compte les besoins de l'ensemble de sa population, notamment en matière d'éducation et de culture. Une telle nation

---

<sup>23</sup> Wwww. Clio.Fr. (p. 32). L'article a été consulté le 24 mai 2017.

<sup>24</sup> Cela pourrait surprendre plus d'un lecteur, mais l'homme aura échappé à plus de 600 tentatives d'assassinats!

réunirait des citoyens cultivés, éduqués et capables de soutenir un débat sur divers sujets. Elle comprendrait en son sein des intellectuels amenés à jouer un rôle fondamental, celui de servir d'éclaireurs. Mais dans toute entreprise humaine, il y a des insuffisances voire des manquements. A ce titre, il est évident que les libéraux ne sont pas exempts de tout reproche dans leur quête de justice sociale. Castro ne l'est pas moins, notamment lorsque l'on évoque la question des Droits de l'Homme, des libertés individuelles, de la démocratie et du pluralisme. De ce point vu, son bilan est contrasté. En tout état de cause, on ne saurait nier les immenses progrès accomplis dans les domaines de l'éducation, de la santé, et de la culture. L'Histoire l'a-t-il acquitté ? Il est sans doute trop tôt pour le dire avec certitude.

En définitive, on peut affirmer que les contre-révolutionnaires sont frappés du sceau de l'impuissance, tant leur démarche se révèle être vaine. Il apparaît impossible de se maintenir indéfiniment au pouvoir et de garder le peuple dans une situation d'immobilisme, tout en reléguant l'intérêt général au second plan. D'une manière ou d'une autre, toute société est appelée à évoluer et à connaître une révolution (au moins au sens d'Argüelles), marquée par des mutations de divers ordres. L'Espagne libérale et Cuba sous Castro, ont su, chacune à sa manière, se faire les défenseurs de cette haute idée qui voudrait que soient privilégiés, avant toute autre chose, ces secteurs aussi primordiaux que vitaux que sont l'éducation et la culture.

### **Bibliographie**

ANONYME, 1812, *Constitución política de la Monarquía española (Promulgada en Cádiz a 19 de marzo de 1812)*, Madrid.

AYMES Jean-René, 2005, *La Crise de l'Ancien Régime et l'avènement du libéralisme en Espagne (1808-1833)*, Paris, Ellipses.

CASAS Joseph, 1981, « Education et développement à Cuba », *Tiers Monde* (t. XXII), n° 85, p. 99-119.

CASTELLS OLIVAN Irène, 2004, « Le libéralisme insurrectionnel espagnol (1814-1820) », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 336, p. 1-12.

CASTRO Fidel, 1960, *Discurso pronunciado por el Comandante en Jefe Fidel Castro Ruz en la sede de las Naciones Unidas*, Estados Unidos, New York.

CASTRO Fidel, 2011, *Palabras a los intelectuales*, La Habana, Ocean Sur.

COMELLAS José Luis, 1988, *Historia de España contemporánea*, Madrid, Rialp.  
Cuba, cahiers de formation marxiste n°1. « La Révolution cubaine », disponible sur [www.lcr-laguache.be/cm/pdf/cahiers/Cuba.pdf](http://www.lcr-laguache.be/cm/pdf/cahiers/Cuba.pdf), consulté le 24 mai 2017.

DUMONT Rémy, 1989, « Des ombres dans la lumière », Lemoine Maurice (Coord.), *Cuba. 30 ans de révolution*, Paris, Autrement.

JACOT Martine, 2016, « Les révolutions ratées d'un apprenti agronome », *Le Monde, Fidel Castro : 1926-2016*, n° 22355, p. 5.

*Le Grand Soir*, Journal Militant d'Information Alternative, 26 mars 2013.

LEMOINE Maurice, 1989, « Une île dans la Caraïbe », Lemoine Maurice (Coord.), *Cuba. 30 ans de révolution*, Paris, Autrement.



NIEDERGANG Marcel, 2016, «Cinquante ans d'intransigeance», *Le Monde, Fidel Castro : 1926-2016*, n° 22355, p. 2-3.

OKOME-BEKA Véronique Solange, 2006, « Cuba, modèle de développement pour le Gabon ? », *Annales de l'Université Omar Bongo*, n°12, p. 342-343.

PARANAGUA Paulo Antonio, 2016, « Contre les opposants, la vengeance des armes », *Le Monde, Fidel Castro : 1926-2016*, n° 22355, p. 4.

PARIAS SAINZ DE ROZAS María, 2002, « La revolución liberal española », Paredes Javier (Coord.), *Historia contemporánea de España (siglo XIX)*, Barcelona, Ariel.

QUINTANA Manuel José, 1813, *Informe de la Junta creada por la Regencia Para proponer los medios de proceder al arreglo de los diversos ramos de instrucción pública*, Cádiz.

ROBINSON Anne-Françoise (Coord.), 2012, *Le Petit Larousse illustré*, Paris, Larousse.

SKIERKA Volker, 2007, *Fidel Castro. La biografía definitiva del líder cubano*, Madrid, mr ediciones.

TEMIME Emile et al., 1995, *Historia de la España contemporánea. Desde 1808 hasta nuestros días*, Barcelona, Ariel.

THEBAULT Vincent (coord.), 2000, *Géopolitique des Amériques*, Paris, Nathan, 2006.

TUÑÓN DE LARA, Manuel, *La España del siglo XIX Vol. I*, Madrid, EdicionesAkal.

VAYSSIERE Pierre, 2016, « Le triomphe de la révolution castriste », Battaggion Victor, (rédacteur), *De Colomb à Castro. Cuba, l'histoire méconnue d'une île rebelle*, Paris, Historia.

WINOCOUR Marcos, 1972, « Cuba, les mécanismes d'une Révolution », *La Pensée*, n°164.

www. Clio. Fr.